



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation humanitaire à Cuba

Question au Gouvernement n° 1603

Texte de la question

SITUATION HUMANITAIRE À CUBA

Mme la présidente . La parole est à M. Rodrigo Arenas.

M. Rodrigo Arenas . Pour Donald Trump, Raúl Castro est devenu le prochain homme à abattre. L'inculpation de l'ancien chef de l'État cubain par les États-Unis marque une nouvelle étape dans l'escalade engagée par l'administration Trump contre Cuba. Après l'enlèvement de Nicolás Maduro sur le territoire vénézuélien en violation manifeste du droit international (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe GDR*), Washington laisse désormais planer la menace d'une opération similaire contre l'ancien dirigeant cubain. Cette inculpation marque un cran supplémentaire dans l'escalade politique américaine visant à faire tomber le régime cubain.

M. Ian Boucard . Et la Corée du Nord aussi, non ?

M. Rodrigo Arenas . Ce choix politique aggrave chaque jour le quotidien des malades, en particulier des bébés, qui ne peuvent parfois être maintenus en vie, à l'hôpital, que grâce aux médecins qui actionnent manuellement leurs respirateurs.

Plus globalement, la situation humanitaire de tout le peuple cubain est catastrophique. Pénuries alimentaires, difficultés d'accès aux soins, effondrement énergétique :...

M. Ian Boucard . On appelle ça le communisme !

M. Rodrigo Arenasla liste des conséquences dramatiques du blocus septuagénaire qui lui est infligé – et que soutiennent certains députés ici présents – est longue.

Au-delà du drame humain, cette fuite en avant fait peser un risque majeur sur toute la Caraïbe. Je rappelle que la France est la première puissance caribéenne d'Europe. Mais pour combien de temps encore ? Toute intervention américaine à Cuba, toute tentative d'exfiltration forcée ou d'action militaire déstabiliserait directement notre environnement régional et nos propres intérêts stratégiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Or malgré la gravité de la situation, notre pays n'a pas clairement condamné cette inculpation ni les menaces qu'elle laisse planer.

M. Benoît Larrouquis. Raúl Castro est un dictateur !

M. Rodrigo Arenas . La France ne peut pourtant pas se laisser imposer une déstabilisation par une puissance étrangère, quelle qu'elle soit.

Ma question est simple : quelles initiatives concrètes la France entend-elle prendre pour empêcher les États-

Unis d'Amérique de commettre le pire à Cuba et pour protéger nos ressortissants et nos intérêts, tant stratégiques qu'économiques, dans la sous-région ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent, et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de la francophonie, des partenariats internationaux et des Français de l'étranger.

Mme Eléonore Caroit, *ministre déléguée chargée de la francophonie, des partenariats internationaux et des Français de l'étranger* . À Cuba, depuis quelques mois, quelques années, quelques décennies, le peuple étouffe. La situation actuelle est pire que celle du *Período especial* des années 1990. Il n'est parfois possible d'accéder à l'électricité que pendant une ou deux heures d'affilée et de telles difficultés ont un impact indifférencié sur toute la population civile et les Français de l'étranger.

La France coopère avec Cuba. Depuis 1992, nous soutenons la levée des sanctions qui affectent de manière indiscriminée le peuple cubain.

M. Pierre Cordier . Eh oui, il faudrait que LFI y pense un peu, au peuple !

M. Jean-Paul Lecoq . Ce soutien ne s'est pas vu ce matin, en commission des affaires étrangères !

Mme Eléonore Caroit, *ministre déléguée* . Depuis 1992, et plus particulièrement à partir de l'arrivée de l'Agence française de développement en 2010, nous appliquons des programmes concrets. Par exemple, j'ai observé ce que faisait la France pour soutenir les populations malades, en matière d'assistance primaire.

Vous décrivez une situation qui s'étend et dont gouvernement cubain est en partie responsable.

M. Jean-Paul Lecoq . Dites-le à la droite et à l'extrême droite !

Mme Eléonore Caroit, *ministre déléguée* . Certaines mesures sont prises en ce moment même, s'agissant notamment de la libération de prisonniers politiques, mais elles demeurent très faibles et timides dans un contexte où toutes les libertés sont bafouées.

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi . C'est injustifiable !

Mme Eléonore Caroit, *ministre déléguée* . La France cherche à rétablir un dialogue en abordant le sujet au sein des instances européennes.

Mme Nadège Abomangoli . On ne l'a pas entendue !

Mme Eléonore Caroit, *ministre déléguée* . Notre pays soutient sans discontinuer cette position d'équilibre depuis soixante-dix ans. Mais il faut regarder la situation en face : ce qui se passe à Cuba est en partie de sa responsabilité.

Mme la présidente . La parole est à M. Rodrigo Arenas.

M. Rodrigo Arenas . Vous ne croyez pas à ce que vous dites ! Les États-Unis viennent de mettre 100 millions d'euros sur la table pour prendre possession de Cuba ; quant à la France, elle sera sortie du jeu ! Voilà l'effet de votre action : le président de la République et vous nous affaiblissez à l'international. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent.*)

M. Ian Boucard . Mais qu'est-ce qu'il raconte ? C'est incroyable !

Données clés

Auteur : [M. Rodrigo Arenas](#)

Circonscription : Paris (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1603

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Francophonie, partenariats internationaux et Français de l'étranger

Ministère attributaire : Francophonie, partenariats internationaux et Français de l'étranger

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 28 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 mai 2026